Déclaration liminaire Comité Social d'Administration du 5 octobre 2023

Monsieur le Président,

Le 12 septembre 2023 s'est enfin engagée une négociation avec la DG sur le régime indemnitaire.

Reconnaître l'engagement des agents de la DGFIP est une priorité absolue qui passe par une revalorisation pérenne de la rémunération.

La dégradation majeure du pouvoir d'achat des agents de la DGFIP, conséquence d'une inflation exponentielle, d'une politique néfaste et d'une lente agonie de la fonction publique, pèse de façon incontestable sur leur quotidien.

Les revalorisations « peau de chagrin » de 3,5 % l'année dernière et de 1,5 % cette année ne sont pas à la hauteur de leurs attentes, de leurs besoins et bien entendu de leur engagement.

Solidaires Finances Publiques revendique un traitement mensuel minimum de 1 700 € nets, or nous constatons que bon nombre de nos collègues vivent avec bien moins.

Il est aussi de votre ressort, au regard notamment des résultats des indicateurs de qualité que vous nous présentez aujourd'hui, mais aussi du peu d'attractivité de la DGFIP, de défendre un traitement digne pour tous les agents. Et quand je dis tous, j'aurais quand même tendance à penser que certains feraient bien d'oublier leur propre intérêt et de s'appesantir sur celui des plus touchés.

Les solutions ne consisteront pas en une énième tentative d'instaurer une rémunération au mérite, ni en des mesurettes à court terme pour soutenir les plus mal lotis.

Il y a urgence !

C'est pourquoi Solidaires Finances Publiques appellera, malgré tout ce que nous avons vécu dernièrement, l'ensemble des collègues à être en grève et en manifestation le 13 octobre prochain. C'est à notre connaissance les seuls moyens dont nous disposons encore face à une telle obstination.

Nous constatons également, Monsieur le président, que la pénurie organisée d'emplois stables et qualifiés, dans l'ensemble des services, dégrade chaque jour un peu plus les conditions de travail. Vous n'êtes pas non plus étranger à cette dégradation en exécutant et déployant des méthodes indignes du service public avec, en particulier, une appréhension des missions basée sur le résultat.

La conscience professionnelle, l'implication des agents ainsi que leur bon sens permettent de tenir mais jusqu'à quand ?

Enfin, rappelons-le, cela fait déjà 10 mois que les représentants du personnel ont été élus.

Pourtant, ce CSAL est à nouveau convoqué sans que le sujet du règlement intérieur soit abordé.

Solidaires Finances Publiques continuera à dénoncer cette situation inédite mais pas étonnante lorsque l'on connaît le peu d'entrain que notre direction manifeste pour un véritable dialogue.